



Confédération Nationale des Associations des Caféculteurs du Burundi (CNAC)

Bujumbura, le 18/11/2011

Aux entreprises intéressées dans les
stations de lavages de café au Burundi

Mesdames, Messieurs,

Le gouvernement du Burundi a lancé un nouvel appel d'offres pour la vente des 104 stations de lavage restantes sans aucune révision participative de la stratégie de privatisation. Seuls les critères financiers ont été diminués pour laisser un espace pour peut-être quelques investisseurs burundais. Mais la plupart des Burundais et certainement les coopératives de café sont toujours exclues.

Nous ne voulons pas répéter tout ce que nous avons déjà écrit dans la lettre du 19/5/2011. Laissez-nous juste vous prédire le futur.

Les producteurs sont pour la privatisation de la filière café parce que cela leur permet de s'organiser et de vendre leur café eux-mêmes. Dans le pays voisin, le Rwanda, qui n'avait pas de stations de lavage avant 2002, les coopératives de café sont stimulés par le gouvernement pour construire leur mini-station et traiter leur café 'Fully Washed'. Les coopératives obtiennent les formations et les crédits nécessaires pour produire un café de qualité et gérer leur coopérative et leur station de lavage d'une manière professionnelle. Plus la qualité augmente, plus le prix de vente sur le marché international augmente. Le lien entre le prix vendu et le prix aux producteurs est direct. Comme ils gèrent leur propre station de lavage et ils vendent leur café, ils comprennent aussi que si les cours chutent au niveau international, le prix pour les cerises peut descendre aussi. Le Rwanda s'est donné des objectifs de production. Si les producteurs sont motivés par le prix donné pour leur café VERT, ils vont augmenter la productivité et c'est tout le pays qui gagne.

Au Burundi, on dirait que les décideurs ne pense pas plus loin que les mois prochains. Une fois que les stations de lavage de l'Etat seront vendues, ils auront réalisé leur promesse à la banque mondiale et celle-ci va libérer des tranches d'aide budgétaire promis sous la condition de la privatisation. Les investisseurs vont donner le prix de cerise le plus bas possible pour augmenter ses bénéfices. Est-ce un crime ? Non, c'est la réalité du commerce (non équitable). En plus, sans suffisamment de concurrence (on achète par lot de 3 à 6 stations, donc les SDL de toute une région), le prix peut rester faible. Est-ce un crime ? Ce n'est pas équitable, mais encore une fois : c'est la réalité du commerce ordinaire.

Comment va réagir le paysan-producteur ? Si le prix de cerise au niveau des stations de lavage est trop bas, le producteur va traiter les cerises à la maison et vendre son café Washed. Mais il ne va pas acheter des engrais ou des produits phytosanitaires pour ses caféiers. Est-ce un crime ? Non, c'est la réalité du calcul. Le paysans investit dans la culture qui va lui apporter de l'argent. Si ce n'est pas le café, ça sera l'avocat, l'haricot ou le bananier.

Mais que fera l'état burundais sans café qui constitue actuellement 86% des devises ? Peut-être la confédération des associations de caféculteurs peut changer de slogan : *Les paysans peuvent survivre sans café mais est-ce que l'état burundais peut survivre sans café ?*

Une fois que les producteurs auront arraché leurs caféiers (parce qu'à cause de la surpopulation, il n'y a pas assez de terre au Burundi) pour les remplacer par des bananiers ou les haricots, disons

dans les 2 ou 3 ans, qu'est-ce que vous les investisseurs qui auront acheté les stations de lavage allez vous faire ? Allez vous vous adapter à la culture burundaise, allez vous transformer vos SDL en usine de transformation de banane et convaincre les occidentaux de tous boire la bière de banane ?

Soyons réaliste. Vous allez vous retirer du pays et peut-être, si vous avez de la chance, les coopératives de café seront prêtes à acheter les SDL et de nouveau investir dans leurs plantations de café. Les caféiculteurs ne sont pas des imbéciles comme vous vous le croyez. Ils ne sont pas des enfants qu'on peut manipuler, tromper, calmer avec des mensonges.

C'est ainsi que nous voulons vous avertir avant de vous lancer dans l'aventure d'achat des SDL restantes. Il ne faudrait pas interpréter cette lettre comme une menace. Au contraire, c'est une interpellation pour ne pas gaspiller votre capital. Nous voulons éviter que votre engagement dans notre pays résulte dans un fiasco financier. Si vous représentez une entreprise qui soutient le CORPORATE SOCIAL RESPONSABILITY et le développement durable du Burundi, soutenez les coopératives de café au lieu de les déposséder de leur outil industriel de transformation de café! Achetez leur café vert pour un prix correct et sachez que votre entreprise contribuera au développement durable de ce pays.

Avec l'espoir que vous comprenez notre inquiétude, nous vous adressons nos salutations.

Pour la CNAC

Joseph NTIRABAMPA.

Président